

L'Atelier Paysan est une société coopérative française qui accompagne les agriculteurs dans la fabrication de machines agricoles. Elle ne se définit pas comme étant low-tech. Pourquoi ?

« L'enjeu n'est pas de savoir si c'est **low-tech** »

≡ Un article de Lou Aendekerk et de Pierre Coopman. Illustrations de Malissa Olieslaeger ≡

DANS CET ARTICLE :

Interview de **Thomas Borell**, chargé de recherches à l'Atelier paysan (France)

Défis Sud : La notion de low-tech n'est pas présente dans votre communication, sur votre site ou dans les articles que vous avez publiés.

Thomas Borell : Nous ne cherchons pas à produire dans une démarche de low-tech telle qu'elle est parfois définie aujourd'hui. Notre point de départ, c'est d'utiliser des technologies appropriées aux besoins agromomiques du paysan ou de la paysanne, plutôt que de chercher à tordre les pratiques en dépendant de l'outillage disponible dans le commerce. Ensuite vient la compréhension de l'outil, comment fonctionne-t-il, comment l'entretenir, comment le réparer, comment le faire évoluer en fonction des besoins et donc avoir de la connaissance, du savoir-faire, de la maîtrise et une démarche autonome ?

DS : Quelle est cette façon dont « la low-tech est parfois définie aujourd'hui » qui ne vous convient pas ?

TB : Le souci est que certaines initiatives qui se revendiquent low-tech en agriculture ont uniquement une démarche de diminution d'intensité technologique. Elles ne

promouvent pas une politique d'autonomisation vis-à-vis de l'amont, les fournisseurs en intrants, en machine, etc., et vis-à-vis de l'aval, c'est-à-dire les circuits de commercialisation.

L'enjeu n'est pas de savoir si c'est low-tech, mais de s'inscrire dans une démarche d'autonomie au sens collectif, qui n'est pas un repli sur soi, mais une capacité de trouver des solutions avec mes pairs et la communauté au sens plus large de gens avec qui j'interagis au quotidien sur mon territoire.

DS : C'est donc le choix des dépendances qui est important ?

TB : En partie. On utilise certes des postes à souder ou des perceuses qui nécessitent une chaîne industrielle de construction. L'approche privilégiée dans ces cas-là est le choix des dépendances.

Nous passons par un site internet et des réseaux sociaux pour communiquer. Mais si on nous prive demain de de ces outils-là, cela n'arrêtera pas notre activité. Or, avec la sophistication actuelle de l'agriculture, le numérique, toute l'électronique embarquée, le risque est de créer une paysannerie qui ne saura plus produire.

Evidemment, nos postes à souder actuels sont un peu plus sophistiqués que ceux d'il y a 50 ans. Pour autant, si demain on revient aux bons vieux postes à souder de mon grand-père, on s'en servira. Cela veut dire que le savoir-faire reste chez l'humain. Finalement c'est notre slogan : Des cerveaux plutôt que des serveurs.



© Malissa Olieslaeger

Nous nous positionnons aussi comme des colporteurs et colporteuses de savoir-faire. La dimension collective de l'autonomie, c'est la capacité de pouvoir demander un coup de main à son voisin, à sa voisine. Toute la démarche est de mettre en circulation les savoirs.

DS : Très concrètement, ça se traduit par des formations, par des documents « open source » que vous publiez sur le site internet, par des modèles de proto-machines qui vont pouvoir être adaptés à tous les environnements ?

Des cerveaux
plutôt que des serveurs.



© Malissa Olieslaeger

TB : Adaptable plus qu'adapté. Les gens viennent à l'atelier paysan, avant tout, pour apprendre des savoir-faire, des techniques, des aptitudes à lire un plan, à percer, à couper, à souder et donc à construire son outil.

Ensuite, c'est aussi la mise en circulation des savoirs. Effectivement, l'idée derrière la maîtrise est d'avoir des plans qui sont mis à disposition en licence Creative Commons, sous une forme libre et pas uniquement open source (...) Les usagers et usagères de nos technologies paysannes peuvent échanger, participer ou même faire connaître leur propre innovation paysanne pour la mettre en discussion et verser ça au pot commun.

DS : Votre projet est-il politique ?

TB : Nous relierons notre action à des dimensions écologiques, sociales et économiques. L'alimentation produite doit être de qualité pour toutes et tous et dégager du revenu pour les paysannes et paysans. Nous revendiquons des filières alimentaires qui ne sont pas structurées par l'offre et la demande, mais par des systèmes de conventionnement, de socialisation (...) Nous sommes mobilisés contre le préjugé de la « la séduc-

Des changements politiques peuvent être proposés au lieu de chercher une solution technique.

tion de la solution ». Le mouvement de la low-tech n'échappe pas à ce danger-là du « solutionnisme technologique », alors que bien souvent, le problème repose sur des questions sociales, organisationnelles, économiques et donc fondamentalement politiques. Des changements politiques peuvent être proposés pour résoudre un problème donné, au lieu de chercher une solution technique. ■

Propos recueillis par Lou Aendekerk.
Rédaction : Pierre Coopman